

# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Briefing de presse des VERTS/ALE

09.03.2023 09:30-10:30

Lancement du rapport

## ALTERNATIVES AUX HERBICIDES : L'AGRICULTURE SANS GLYPHOSATE



Pesticide  
Action  
Network  
Europe



LES VERTS / ALE  
au Parlement européen

# CONTEXTE

- Le renouvellement de l'autorisation européenne de la substance active herbicide glyphosate est imminent. Lors de la précédente décision de renouvellement en 2018, l'autorisation n'a été renouvelée que pour 5 ans au lieu de 10, en raison des inquiétudes et des doutes massifs des citoyens quant à sa sécurité. L'autorisation aurait donc dû se terminer à la fin de l'année 2022, mais une prolongation a été accordée pour recueillir des preuves des impacts écotoxicologiques.
- Le Pacte Vert et la stratégie "de la ferme à la table" ont annoncé des objectifs ambitieux de réduction de 50 % de "l'utilisation et du risque" des pesticides de synthèse dans l'UE. Les herbicides à base de glyphosate sont les plus utilisés dans le monde et dans l'UE. L'utilisation des herbicides à base de glyphosate augmente fortement au niveau mondial (elle a été multipliée par près de 15 au cours des dix dernières années), tandis qu'en Europe, les ventes et l'utilisation restent élevées, en particulier dans les grands États membres agricoles de l'UE, et les données du RICA montrent que les dépenses des agriculteurs en matière de pesticides sont généralement en hausse. Pour atteindre les objectifs, ces tendances européennes doivent être inversées. La proposition de règlement sur l'utilisation durable des pesticides (SUR) publiée l'année dernière prévoit de légiférer pour atteindre l'objectif de réduction de 50 %, mais aussi de renforcer la lutte intégrée contre les ravageurs (IPM : l'utilisation de pratiques alternatives non chimiques qui réduisent la probabilité d'apparition des ravageurs, de sorte que les pesticides chimiques ne soient utilisés qu'en dernier recours, réduisant ainsi à la fois la nécessité d'utiliser des pesticides et la résistance des ravageurs à ces produits agrochimiques).

## MESSAGES CLÉS :

Cette troisième édition du rapport présente d'abord ce qu'est le glyphosate, comment il fonctionne et quelles sont les conséquences de son utilisation ; elle détaille ensuite les quantités utilisées en Europe et dans le monde et à quelles fins. Nous observons une tendance à la hausse des ventes et de l'utilisation des herbicides à base de glyphosate.

Le rapport analyse les raisons pour lesquelles le glyphosate n'est pas une substance inoffensive, mais a au contraire des impacts écologiques extrêmement importants. Premièrement, il a des effets directs parce qu'il cible la voie métabolique qui est présente non seulement dans les plantes, mais aussi dans les bactéries et les champignons. Deuxièmement, il a des effets indirects en raison de son application excessive dans le cadre d'une approche de "tolérance zéro" des adventices. Les dommages collatéraux qui en résultent prennent la forme d'un effondrement de la biodiversité, tant dans le sol qu'en surface, et ont des répercussions sur les organismes bénéfiques qui sont par ailleurs nécessaires pour assurer la fertilité et la productivité. Il s'agit par exemple des pollinisateurs, des prédateurs d'insectes nuisibles, des organismes qui créent et maintiennent la couche arable et des symbiotes mycorhiziens fongiques qui protègent et nourrissent directement les cultures.

Le rapport remet en question la nécessité d'utiliser des herbicides dans la production alimentaire en examinant ce qu'est exactement une « mauvaise herbe ». Toutes les mauvaises herbes ne nuisent pas à la culture ou au rendement : seules 20 % des espèces le font. Et même dans ce cas, elles doivent être présentes en quantités suffisamment importantes pour causer des dommages économiques. Cette grande majorité de plantes non cultivées qui ne nuisent ni aux cultures ni aux rendements sont appelées *Aliae Plantae* - autres plantes. Celles-ci n'ont tout simplement pas besoin d'être détruites et peuvent même être bénéfiques pour l'agriculteur et les systèmes de production alimentaire. Les agriculteurs gaspillent donc leur argent en utilisant des quantités croissantes de pesticides de plus en plus coûteux, tout en affaiblissant leur résistance aux chocs du changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Les sécheresses que l'Europe a connues en 2022, probablement la nouvelle normalité, nous ont montré que les systèmes plurispécifiques sont les plus résistants ; le seul élément vert qui subsistait dans les pâturages était la couverture de mauvaises herbes. Avec une nouvelle définition de ce qu'est une mauvaise herbe, et en assouplissant l'approche de tolérance zéro, où *tout doit mourir*, cette spirale négative peut être inversée, ce qui représente une situation gagnant-gagnant-gagnant-gagnant : pour l'autonomie de l'agriculteur et contre la dépendance aux intrants ; pour inverser l'effondrement de la biodiversité ; pour protéger nos agro-écosystèmes contre les effets du climat ; et pour assurer la sécurité alimentaire. Le consensus scientifique nous indique clairement, et est soutenu par les Nations unies - la FAO, l'IPBES, le GIEC - que la plus grande menace pour la sécurité alimentaire est de loin le changement climatique et l'effondrement des écosystèmes. S'en tenir au statu quo, comme le voudraient les opposants au Green Deal et aux objectifs de réduction des pesticides, c'est courir à la catastrophe et à la faim, et ce n'est manifestement pas dans l'intérêt des agriculteurs.

L'étude montre que ce changement est techniquement possible et qu'il est déjà en cours. L'agriculture sans herbicides de synthèse est déjà possible. Il suffit d'observer l'agriculture biologique : bon nombre des techniques décrites dans l'étude sont des innovations de base des agriculteurs biologiques. En outre, des réductions massives et significatives de l'utilisation des pesticides sont possibles grâce aux approches de lutte intégrée, qui réservent l'utilisation des pesticides aux cas où ils sont vraiment nécessaires. N'oublions pas que la lutte intégrée a été inventée il y a près d'un siècle et qu'elle est toujours promue par l'industrie chimique, afin d'économiser à la fois ses ressources et celles des agriculteurs, et de lutter contre la résistance pour que ses produits restent efficaces. La majeure partie de cette étude décrit en détail les différentes méthodes de lutte intégrée contre les mauvaises herbes (Integrated Weed Management - IWM), une ramification de la lutte intégrée contre les mauvaises herbes.

Qu'en est-il du coût économique pour les agriculteurs de la réduction ou de l'abandon de l'utilisation d'herbicides à grande échelle ? Le chapitre consacré aux aspects économiques de la réduction des herbicides examine les aides financières disponibles dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) de l'UE. Il est clair que les agriculteurs qui répondent aux demandes sociétales ne peuvent pas être laissés seuls pour supporter le coût de cette transition vers des pratiques moins dommageables : c'est le rôle du financement public de les soutenir lorsqu'ils prennent ce risque. La gestion des risques

(régimes d'assurance et fonds de mutualisation) et les aides à l'investissement, cofinancées par l'Union européenne et les États membres, jouent un rôle essentiel dans la fourniture de cette couverture. Qu'il s'agisse de trouver les rotations optimales ou de donner des conseils sur l'adaptation des machines, nous devons investir dans des services de conseil et de vulgarisation, en recourant également à l'échange entre pairs et à des partenariats reliant les agriculteurs aux chercheurs et aux agronomes. L'étude conclut que le cadre existe déjà dans la PAC, mais que tout dépend de la volonté des États membres d'inclure dans leurs plans stratégiques nationaux de la PAC tous les éléments nécessaires pour réduire l'utilisation des pesticides, de promouvoir ces options auprès des agriculteurs (notamment par le biais de services de conseil) et, enfin, de l'importance de l'adoption de ces options par les agriculteurs. Les plans stratégiques nationaux décrivant la manière dont les fonds de la PAC sont dépensés au niveau des États membres peuvent toujours être adaptés et améliorés au moins une fois par an, ce qui signifie que la Commission a un rôle à jouer pour guider et persuader les États membres d'adapter l'agriculture aux souhaits de la société et aux besoins futurs de l'agriculture elle-même.

Enfin, l'étude illustre les souhaits des citoyens et ce que certains États membres de l'UE ont déjà fait ou tenté de faire pour mettre fin à l'utilisation des herbicides à base de glyphosate.

## MESSAGES À EMPORTER:

- La réduction à grande échelle des herbicides, dans le cadre des efforts déployés par l'UE pour atteindre les objectifs de réduction de l'utilisation des pesticides, est possible. Elle est techniquement réalisable et déjà en cours; il faut la généraliser.
- La grande majorité des mauvaises herbes ne nuit pas au rendement et ces *Aliae Plantae* sont bénéfiques pour les agroécosystèmes et la sécurité alimentaire ; ne pas les détruire systématiquement permettrait d'éviter le gaspillage d'argent et de ressources et contribuerait à inverser la tendance à l'effondrement de la biodiversité.
- Des fonds de l'UE et des États membres sont disponibles pour soutenir les agriculteurs dans leur transition, mais beaucoup dépend des États membres qui offrent ce soutien, ainsi que des conseils donnés, y compris en ce qui concerne les subventions disponibles, et enfin de l'adoption de ces mesures par les agriculteurs.